



**DIRECTION GÉNÉRALE POUR LES POLITIQUES EXTERNES DE L'UNION
DIRECTION B
- DEPARTEMENT THEMATIQUE -**

Syrie: Country Briefing



Contenu: Après un bref rappel historique, cette note trace les grandes lignes du système politique syrien et évoque la question des réformes. Elle fait également le point sur la situation économique, les droits de l'homme et l'insertion de la Syrie dans le contexte international. Finalement, elle résume les relations entre la Syrie et l'Union européenne et activités récentes du Parlement européen.

**EXCLUSIVEMENT À USAGE INTERNE
DU PARLEMENT EUROPÉEN**

Toute opinion exprimée est celle de l'auteur et ne reflète pas nécessairement la position du Parlement européen.

Cette note a été demandée par la Délégation pour les relations avec les pays du Machrek du Parlement européen.

Le présent document est publié dans les langues suivantes: Français (original)
Anglais

Auteur: Dr. Stefan KRAUSS
WIB 06M051
tél. 32256
Karolin SENGEBUSCH, stagiaire
(mise à jour)

Manuscrit achevé en novembre 2008

Pour obtenir des copies, veuillez vous adresser par: E-mail: xp-secretariat@europarl.europa.eu

Bruxelles, Parlement européen, novembre 2008.



Aperçu historique

Bachar el-Assad a accédé au pouvoir en 2000 après la mort de son père Hafez qui a gouverné durant trente ans en maître absolu de la Syrie. Hafez usait d'une grande habileté politique pour s'imposer sur le plan interne et international. Tout en tissant d'étroites relations avec l'Union soviétique, il donna des gages de bonne volonté aux États Unis en adhérant notamment à la résolution 242 du Conseil de sécurité, reconnaissant implicitement l'État d'Israël.

Il déclencha avec l'Égypte la guerre de 1973, tout en déclarant qu'il avait attaqué Israël uniquement pour l'inciter à négocier une «paix juste». En 1976, un an après le déclenchement

de la guerre civile au Liban, les forces syriennes entraient à Beyrouth avec l'approbation des puissances occidentales et d'Israël pour prêter main-forte aux formations chrétiennes de droite contre les milices palestiniennes. Les forces se sont retirées du Liban en 2005.

En 1991, il s'allia à la Communauté internationale dans sa guerre pour libérer le Koweït. Cette guerre a permis à Hafez, tout en affaiblissant son rival Saddam Hussein, de recevoir l'approbation des puissances occidentales pour garder son armée au Liban.

Juste après la guerre du Golfe le régime d'Hafez el-Assad décida d'entamer une ouverture économique timide, en adoptant des mesures visant à encourager les investissements étrangers. Sur le plan international, il s'engagea dans un processus de négociations avec Israël et conclut même avec Itzhak Rabin un accord de principe destiné à se concrétiser en un traité de paix. Ce dernier s'engagea à restituer à la Syrie le plateau du Golan conquis en 1967. Ces négociations reprirent en 1999, un an avant la mort de Hafez, sans pourtant arriver à des résultats tangibles. Hafez el-Assad avait consacré les cinq dernières années de son mandat à préparer sa succession.

Cadre constitutionnel

La Constitution syrienne définit le pays comme un État démocratique, populaire et socialiste. Le Président, à qui la Constitution confère de larges compétences, doit être musulman. Il est élu après un référendum pour un mandat de sept ans. Le Président peut nommer les ministres, déclarer la guerre et décréter l'état d'urgence. Il peut modifier la Constitution et nommer les fonctionnaires et le personnel militaire. Les membres du gouvernement (Conseil des ministres) sont responsables devant le Président de la république. Le Président cumule le poste de secrétaire-général du parti Baath et du chef du Front national progressiste, qui regroupe toute les organisations politiques légales.

Premier ministre	Muhammad Naji al-Otari
Vice-Premier ministre, responsable des affaires économiques	Abdullah ad-Dardari
Ministre des affaires étrangères	Walid Mouallem

En vertu de la Constitution, le **Parlement (Majliss al-Chaab** ou Assemblée du Peuple) est souverain et détient le pouvoir législatif. Il dispose, selon l'article 71 du droit de choisir le candidat aux élections présidentielles. Constitué de 250 députés, le Parlement est élu tous les quatre ans. Le président actuel est Mahmoud Aref al-Abrash. L'Assemblée du Peuple est dominée par le FNP, coalition composée du parti Baath et six autres petites formations qui ne sont en fait que des petites ramifications de ce dernier. Les autres élus sont indépendants, mais loyaux au régime et au parti Baath.

Politique interne

Dans les faits, la Syrie est un régime autoritaire. Les Syriens sont régulièrement appelés aux urnes, mais ils n'ont pas le droit de voter contre le gouvernement. L'ancien président a été confirmé dans ces fonctions de chef d'État par cinq référendums. Il n'avait en face de lui aucun opposant. Le président Bachar el-Assad, candidat unique à sa propre succession, a été reconduit pour un nouveau mandat de sept ans. Selon les chiffres officiels du référendum organisé le 27 mai 2007, il a obtenu 97,62% de votes favorables. Dans la réalité du système, c'est le Président qui détient l'essentiel du pouvoir. Le Parlement ne constitue qu'une chambre d'enregistrement des décisions de l'élite présidentielle.

La base du régime est constituée par **trois piliers**:

L'armée et les services de sécurité: Même si l'armée syrienne est beaucoup moins importante que celle des voisins turque et israélien, et en dépit de son retrait du Liban, elle n'en demeure pas moins une force intérieure redoutable, spécialement en raison du couplage avec les services secrets. Pour avoir le soutien de l'armée, Bachar avait suivi à son retour en Syrie une formation intensive à l'académie militaire de Homs pour lui permettre de devenir colonel. Le lendemain de la mort de son père, il a été promu au plus haut grade de l'armée, pour devenir commandant en chef des forces syriennes.

Le parti Baath: véritable superstructure dans la société et l'État syriens. Son rôle dirigeant est assuré par la constitution¹. Moins idéologique que son ancien frère rival irakien, le parti Baath est au pouvoir en Syrie depuis 1963. A l'origine, ses fondateurs sont issus de la petite bourgeoisie rurale et appartiennent aux communautés minoritaires (Druzes, Alaouites, chrétiens) traditionnellement hostiles aux élites sunnites urbaines et conservatrices. Le parti n'a jamais constitué durant son histoire une unité idéologique homogène, ce qui explique d'ailleurs, que jusqu'en 1970, de différentes factions du parti se sont affrontées à coups de séditions militaires. Les courants internes sont soit clientélistes, soit organiques, c'est-à-dire qu'ils reposent sur des allégeances confessionnelles ou claniques. Il constitue ainsi un large réseau qui a toujours une vocation de légitimation du pouvoir.

¹ L'article de la Constitution syrienne stipule: " *Le parti du Baath arabe socialiste est le parti dirigeant dans la société et l'Etat, il conduit un front national progressiste qui œuvre pour l'unification des énergies des masses populaires et les orienter pour servir les objectifs de la nation arabe*"

La communauté alaouite¹: C'est la plus invisibles des composantes du régime. Les réunions du Conseil alaouite, l'instance supérieure de la communauté ne font l'objet d'aucune publicité. Le groupe minoritaire des Alaouites occupe une place prééminente dans les instances du pouvoir depuis la prise du pouvoir par Hafez el-Assad.

Néanmoins, même si l'isolation de la Syrie depuis l'assassinat du Premier ministre libanais Hariri contribue à asseoir les soutiens populaires de Bachar, son pouvoir est affaibli par le fait qu'il manque de véritable assise au sein de chacun de ses piliers. Les hauts gradés de l'armée ont du mal à accepter son absence de compétences militaires. Ils n'ont pas bien accueillis non plus les purges qui ont visé les grands officiers alaouites (Ali Douba, chef des services de renseignement de l'armée; Ali Haïdar, commandant de la garde présidentielle) et sunnites (Hikmat Ashahabi, ancien chef d'état-major des forces armées), et qui se trouvent en exil parce qu'ils refusaient de lui faire allégeance. Les responsables du Baath ont également conscience qu'il n'a pas d'affinités idéologiques avec eux. Enfin, Bachar s'est tenu longtemps à l'écart de la communauté du fait d'avoir vécu longtemps à l'étranger et du fait d'être un véritable citoyen et moderne, contrairement à son père. Des divergences commencent même à opposer le clan Assad et la communauté dont les protecteurs les plus éminents ont été soit écartés, soit éliminés (Ghazi Kanaan).

Pour pallier à son manque d'appui au sein de la base du régime, Bachar a besoin d'un cercle familial près de lui. Ainsi, son frère Maher est à la tête de la Garde présidentielle (unité d'élite) qui assure notamment la défense de la capitale. Mohamed et Rami Makhlof, respectivement son oncle maternel et cousin gèrent les affaires du clan à travers un système de prébendes bien organisé. Le mari de sa sœur, Assef Chawkat est le patron des Renseignements militaires. Récemment mise en quarantaine par Bachar, Chawkat a dû payer pour deux échecs: le bombardement israélien du site nucléaire syrien, le 6 septembre 2007, près de Deir Ez-Zor (Nord-Est) et l'assassinat du haut responsable militaire du Hezbollah, Imad Moughnieh, le 12 février 2008, en pleine rue de Damas. Les Renseignements militaires qui sont régulièrement accusés par l'Occident d'alimenter l'instabilité en Irak et au Liban se voient ainsi marginalisés. L'éviction de Chawkat anticipe également les jugements du Tribunal international pour le Liban. L'élimination d'éléments "encombrants" est une pratique récurrente du régime syrien. A rappeler le cas de Ghazi Kanaan, l'ancien Ministre de l'intérieur et ancien chef des services secrets syriens au Liban entre 1982 et 2001 qui s'est "suicidé" dans son bureau à Damas en 2005.

Les réformes

Arrivé au pouvoir en juillet 2000, Bachar essaya de s'afficher en réformateur pour pouvoir assurer la transition sans problèmes majeurs. Durant les premières années, il se réappropria le discours sur la bonne gouvernance des institutions internationales. Les militants pour les droits de l'homme espéraient une certaine libéralisation du pays, c'est ce qu'on a appelé généralement "le **printemps de Damas**". De nouvelles lois furent adoptées pour réformer l'administration publique, moderniser la législation, créer des institutions censées pallier les carences gouvernementales. Suivant le "printemps de Damas", le **vent de réformisme** soufflait même au sein du **parti Baath**. Lors du **Congrès** du parti **en 2005**, il y était question de levée ou d'allègement de la loi martiale, de retour à un véritable multipartisme. Le discours réformiste

¹ Les Alaouites constituent aujourd'hui 10 % de la population syrienne et une communauté alaouite existe en Turquie et au Liban. La doctrine alaouite appelée également "nusayri" s'apparente à la religion chiite dont elle s'est séparée après le septième imam historique. Installés dans le nord de la Syrie, les alaouites ont profité de la période mandataire pour s'imposer. La France avait favorisé l'accès de cette minorité à l'armée, la police et l'administration..

avait séduit à l'étranger comme à l'intérieur. L'UE et notamment la France s'engagèrent à soutenir les réformes. D'éminentes personnalités syriennes qui travaillaient dans des organisations internationales ont accepté de retourner au pays. C'est le cas de Issam Zaïm qui était aux Nations Unies et qui allait occuper plusieurs postes ministériels, lancer des initiatives audacieuses avant de tomber en disgrâce¹. C'est le cas également d'Abdallah Dardari, un ancien consultant du PNUD.

Cependant, très vite, il est apparu aux Syriens comme à la communauté internationale que les réformes n'allaient prendre les tournures qu'ils espéraient. En **février 2001**, lors d'un entretien accordé à un quotidien saoudien, **Bachar annonçait "la fin du printemps de Damas"**. Il y laissait entendre que les libertés prises devaient être rendues. En fait, ce que voulait le pouvoir derrière les réformes, c'était de changer l'atmosphère ambiante afin que les capitaux occidentaux viennent en Syrie pour mettre fin à la crise sociale et économique. D'ailleurs, la logique même de la réforme est en question: la priorité à la libéralisation économique et le refus d'une ouverture politique concomitante. Bachar a plusieurs fois invoqué le "**modèle chinois**" de **libéralisation économique sous l'égide du parti unique**.

L'expansion du secteur privé syrien suite à la libéralisation économique, n'ouvre nullement la voie à la démocratisation. Elle se fonde sur la constitution de monopoles exempts de tout contrôle parlementaire et judiciaire. L'attribution de marchés publics, (par exemple celui de la téléphonie mobile) a été douteuse et a profité notamment à des acteurs liés aux membres du régime, ce qui a donné lieu à une bifurcation radicale de la société syrienne. D'un côté, l'enrichissement est spectaculaire pour une minorité citadine (à Damas principalement) au niveau de consommation élevé. De l'autre une extrême pauvreté pour une certaine tranche de la société (dans la région de Alep et celle du nord-est particulièrement), le taux de chômage atteignant 25% d'après les estimations officielles. Le régime syrien est entré dans une phase où le maintien des privilèges du groupe au pouvoir l'emporte sur les promesses de développement.

L'image de réformateur moderne de Bachar a été ainsi remise en cause par plusieurs positions prises par le jeune chef d'État, radicalisation de la position syrienne concernant le Liban, propos antisémites tenus à maintes reprises, notamment à l'occasion de la visite du pape Jean Paul II en 2001², continuation des arrestations pour des délits d'opinion qui n'ont épargné ni les journalistes ni même les députés.

Dans une récente interview, enfin, Bachar évoque l'opportunité d'une ouverture et nomme quatre projets de réforme politique envisagés à l'horizon 2009: une loi sur les partis (pourtant annoncée depuis 2005!), une loi électorale, une loi sur l'administration locale et l'élargissement de la participation parlementaire par le biais de la création d'une sorte de Sénat.³

Les forces d'opposition

Le courant démocratique laïc regroupe le Rassemblement national démocratique, qui, lui même fédère cinq partis interdits (le Parti démocratique du peuple, c'est-à-dire l'ancien parti communiste syrien, le Parti de l'union socialiste démocratique arabe, le Parti des travailleurs révolutionnaires, les Socialistes arabes et le parti Baath Démocratique arabe). Appartiennent à cette mouvance également, les Comités de la société civile et le Parti de l'Action communiste.

¹ Zaïm quitte le gouvernement en 2003, sous le coup d'une accusation de détournement de fonds publics, qui était selon nombre d'observateurs, montée de toutes pièces.

² Il avait accusé Israël de "tenter de tuer les principes des religions célestes, de la même manière que les juifs ont trahi Jésus et essayé de tuer le prophète Mahomet".

³ L'Orient le Jour, 10 juillet 2008 (<http://www.lorient-lejour.com.lb/page.aspx?page=article&id=376433>)

Les partis laïcs de l'opposition syrienne ont agi de concert avec les Frères musulmans, basés à Londres, en appelant conjointement dans un texte intitulé «Déclaration de Damas» en 2005 à un «changement radical et démocratique».

Le courant islamiste présent à l'intérieur et surtout en exil (les Frères musulmans). Ce courant a particulièrement souffert de la persécution du régime, l'appartenance aux Frères musulmans étant passible de la peine de mort. En 1982, suite une insurrection des Frères musulmans à Hama, Hafez el-Assad y a fait massacrer 15 à 20 000 personnes. Aujourd'hui, les islamistes restent dispersés et très affaiblis, notamment par manque d'un leader national. Les mouvements d'Al Attar et celui de Jaouad Saïd sont signataires de la Déclaration de Damas. Inspirés par le modèle turc de l'AKP plus que par les Frères musulmans, ils préfèrent un régime parlementaire à un État islamiste. En général, la Syrie compte très peu de partisans d'un régime islamiste basé sur la charia. Le Hezb al-Tahrir, une organisation clandestine de type léniniste, le prône, mais n'accepte pas l'action violente pour y parvenir. La guerre d'Irak a révélé néanmoins la densité des ramifications syriennes des réseaux salafistes et djihadistes.

La coalition des partis kurdes totalise le plus d'adhérents à l'intérieur du pays parmi les forces d'opposition. Cependant, du fait de leur poids marginal au sein de la société syrienne, ces partis n'ont pas la même force et présence que les mouvements analogues en Irak.

Le cas d'Abdelhalim Khaddam: président par intérim en 2000, ancien vice-président et numéro deux du régime, il démissionne en

PNB	45,5 Mrd de dollars (2008)
Croissance réelle du PIB	4,6% (2008)
Inflation des prix	14,9% (2008)
Dette extérieure totale	6,72 Mrds de dollars (2008)
Classement de l'IDH	108ème rang mondial (2007/08)

juin 2005 et entre en dissidence ouverte contre le régime dès la fin de l'année 2005. Khaddam accuse le régime d'être responsable de l'assassinat de l'ancien premier ministre Libanais Hariri et essaie de se poser comme un potentiel leader dans la perspective d'une chute du régime Assad. Khaddam dirige le groupe d'opposition «Front de salut national» (FSN) qui promet de faire tomber le gouvernement de Bachar el-Assad de façon pacifique. Le FSN a tenu sa dernière réunion en 2007 à Berlin, à laquelle ont participé quelque 140 figures de l'opposition. Cependant, il ne dispose pas de réels soutiens à l'intérieur de la société ou parmi l'opposition syrienne, du fait qu'il a longtemps participé aux manœuvres de répression du régime contre elle.

Situation économique

La Syrie a enregistré au cours des dernières années une croissance relativement confortable nourrie par les investissements étrangers directs (essentiellement en provenance des pays du Golfe), les investissements syriens, le tourisme et les remises des travailleurs expatriés. La Syrie a conclu deux accords de libre-échange, l'un avec la Turquie, l'autre avec les pays arabes du GAFTA (Greater Arab Free Trade Area). L'adhésion de la Syrie à l'OMC est suspendue au veto américain.

Stabilité monétaire: après une période d'instabilité et de spéculations suite à l'assassinat d'Hariri, la Syrie est parvenue à stabiliser la livre syrienne qui n'est désormais plus rattachée au dollar, mais aux DTS (Droits de Tirage Spéciaux). Par ailleurs, les réserves de devises étrangères, qui reposaient essentiellement sur le dollar, ont été diversifiées au profit de l'euro.

Après le retrait des troupes syriennes du Liban qui était la plaque tournante des transactions bancaires pour la Syrie, les **réformes du secteur bancaire se sont accélérées:** les six banques

d'État en Syrie se trouvent aujourd'hui en concurrence face aux 11 banques privées, état de fait qui impose des réformes structurelles. Il demeure certaines restrictions sur les transferts de capitaux (recommandées par le FMI), mais la libéralisation devrait intervenir courant 2008.

L'introduction de la TVA est un élément central de la réforme fiscale annoncée par le gouvernement. Selon le Ministre des finances, elle devrait intervenir en 2009.

En matière de **communications**, l'évolution est notablement perceptible puisque 40% des syriens sont équipés d'antennes paraboliques, 330.000 d'un téléphone portable et 77.000 abonnés à internet (fonctionnaires pour la plupart). En plus, de nombreux cybercafés sont accessibles dans les grandes villes.

Les enjeux de l'après-pétrole: la Syrie doit très rapidement **anticiper le tarissement prochain de ses réserves pétrolières**. Les revenus d'exploitation des champs pétroliers du Nord-Est représentaient une part considérable des rentrées de l'État, ainsi que plus de 80% des recettes d'exportation. La balance énergétique syrienne est d'ores et déjà déficitaire. En revanche, les perspectives sembleraient plus prometteuses dans le domaine du gaz naturel dont les réserves prouvées sont localisées pour l'essentiel dans la région de Palmyre. Diverses entreprises (notamment russes) ont entamé des prospections afin d'accroître la capacité de production.

Les subventions directes et indirectes (le mazout ainsi que divers produits de base) représentent 14% du PIB et pèsent lourd sur un budget de moins en moins alimenté par les recettes pétrolières. Face à cette pression, le gouvernement a finalement dû réduire les subventions sur le diesel et le gaz en mai 2008. La baisse des subventions conjuguée avec la flambée des prix alimentaires (entre 30 et 60% la dernière année) attise les mécontentements de la population. L'inflation des prix à la consommation a atteint 18,9 % à la fin du mois de juin, comparée au taux de 4,5 % à peine à la fin de l'année 2007. Si la Syrie n'a pas connu de soulèvements protestataires comme l'Égypte, c'est notamment parce que le gouvernement a su échelonner la baisse des subventions et anticipé la baisse du pouvoir d'achat par une augmentation des salaires des fonctionnaires (2,1 sur 5,3 millions de personnes actives) et des retraites de 25%. Ceci étant, dans le contexte actuel la marge de l'État pour investir plus dans les politiques sociales et des plans de développement reste très réduite. L'afflux massif de réfugiés irakien est venu aggraver cette situation.

Droits de l'homme

La Syrie vit depuis 1963 sous l'état d'urgence. Après la relative ouverture du régime au début des années 2000 (printemps de Damas) qui a permis un certain renouveau du monde associatif accompagné de la libération de prisonniers politiques et de la création de forums publics de discussion («montada»), le régime multiplie les arrestations pour délits d'opinion.

Dans une déclaration publiée en septembre 2008, la présidence du Conseil de l'UE a condamné les récentes arrestations arbitraires ainsi que les restrictions à la liberté d'expression. Selon Human Rights Watch, il existe actuellement encore des milliers d'opposants politiques du régime dans les prisons syriennes, où le recours à la torture est systématique. La loi 49 de 1980 est quasiment unique dans le monde; elle sanctionne l'appartenance au mouvement des Frères musulmans de la peine capitale. Human Rights Watch dénonce également le manque de reconnaissance, de la part des autorités syriennes, du rôle de ses services secrets dans la disparition de milliers de citoyens libanais et apatrides palestiniens au début des années 1990 dont une partie serait toujours détenue dans des prisons syriennes.

Liberté d'expression: Dans son rapport 2008 (rendu public le 13 février 2008) Reporters Sans Frontières classe la Syrie 159ème sur 173 pays, c'est-à-dire parmi les vingt États au monde les moins respectueux de la liberté de la presse. De même, l'organisation désigne la Syrie comme l'un des 15 pays "ennemis d'internet". Selon RSF, les trois cyberdissidents enfermés en Syrie depuis 2006 ont été libérés en 2007, mais près d'une centaine de sites Internet restent inaccessibles, dont certains sites populaires tels que le service de messagerie Hotmail, le site de socialisation Facebook, le site de partage de vidéos en ligne YouTube et de nombreux sites défendant les droits de l'homme. Le gouvernement interdit ainsi l'accès aux sites d'opposition en langue arabe et aux contenus relatifs à la minorité kurde de Syrie. Les autorités prétendent qu'il s'agit de problèmes d'accès ponctuels chez certains utilisateurs dus à un matériel informatique peu performant.

Par ailleurs, plusieurs activistes de droits de l'homme et journalistes sont emprisonnés dans des conditions déplorables. Le cas de **Michel Kilo** en est ainsi l'exemple. Kilo fut arrêté en mai 2006 avec d'autres personnalités, pour avoir signé la déclaration "Beyrouth-Damas, Damas-Beyrouth", un communiqué d'intellectuels syriens et libanais qui prône une réforme des relations entre les deux pays. Entre autres, il est accusé de diffuser à l'étranger de nouvelles "*controuvées ou déformées de nature à porter atteinte à la réputation de l'État ou à sa santé financière*". Bien que Kilo et l'activiste Mahmoud Issa aient purgé les trois quarts de leur peine et puissent donc bénéficier d'une libération anticipée dans le cadre de la loi syrienne, en août 2008 une cour d'assises de Damas a refusé de les libérer. Cette décision a été annulée début novembre par une cour d'appel, mais ils sont restés en prison car le procureur général de Damas a fait appel de la décision de libérer Kilo et Issa «dans l'intérêt de la loi».

De même, la condamnation de l'avocat syrien spécialiste des droits de l'homme **Anwar al-Bunni** confirme cette pratique répétée de violation des droits de l'homme. Al-Bunni a été condamné le 24 mai 2007 à cinq ans de prison pour "diffusion de fausses nouvelles dans le but d'affaiblir l'État". L'UE avait dénoncé cette décision des autorités syriennes en appelant celles-ci à respecter ses engagements en matière des droits de l'homme.

Après la constitution des **signataires de la "déclaration de Damas"** en rassemblement début décembre 2007, les autorités ont interpellé 34 membres de ce groupe qui venait de s'élire une présidente¹ et constituer un secrétariat. **Le 29 octobre 2008, douze membres du groupe, dont Riad Seif, ont été condamnés à 30 mois de prison** pour «préjudice porté à l'État». D'après l'Organisation nationale des droits de l'homme en Syrie (ONDHS), les dissidents nient les chefs d'accusation, affirmant que la déclaration «était destinée à défendre la patrie». Il s'agit du plus important procès collectif de dissidents syriens depuis le «printemps de Damas».

Ancien député et figure emblématique de l'opposition, **Riad Seif** a été arrêté le 28 janvier 2008. On lui reproche d'avoir organisé un meeting de représentants de l'opposition dans sa maison. La présidence slovène de l'UE a condamné son arrestation ainsi que celle de 11 autres dissidents et a demandé leur libération immédiate. D'autres personnes ont récemment fait l'objet d'arrestations dans le cadre de la campagne menée par les autorités contre l'opposition: c'est le cas du peintre et opposant **Talal Abou**, fin janvier 2008, et de **Kamal Mouil**, en février 2008.

La minorité kurde: Les Kurdes constituent la plus large minorité ethnique non arabe. Les ONG et les activistes dénoncent la discrimination systématique de cette communauté. Presque 120 000

¹ Dr Fida' al-Horani : porte-parole et présidente; médecin, fille d'un ancien leader politique de tendance socialiste dans les années 1950s, originaire de Hama.

Kurdes se sont vu refuser l'obtention de la nationalité syrienne, alors qu'ils sont tous nés dans le pays. Le problème kurde a pris une dimension nouvelle à partir de 2004. Suite à des affrontements ethniques dans la ville de Qamishli après un match de football, la police a tiré sur des manifestants causant la mort de 30 personnes. Après ces événements, les autorités ont serré l'étau contre les militants kurdes. Ainsi en juin 2004, la Cour de sûreté de l'État (juridiction d'exception) avait condamné sept Kurdes dont trois femmes pour "appartenance à une organisation secrète" visant "la séparation d'une partie du territoire syrien et d'annexion de celle-ci à un autre État". Ces militants furent libérés en novembre 2005. Le 27 novembre 2007, l'ancien député kurde Suleiman Bin Hajji et l'activiste kurde et membre du Parti de l'Union Démocratique, Aicha Afandi Bint Ahmed, ont été arrêtés sans chef d'accusation

Le statut des femmes: La Constitution syrienne garantit l'égalité des sexes. Les femmes en Syrie participent à la vie publique. Cependant la législation syrienne contient des dispositions qui portent atteinte aux droits et à la dignité de la femme. La Syrie a émis des réserves en signant la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination contre les femmes, notamment en ce qui concerne la nationalité des enfants. Le code pénal contient deux dispositions particulièrement discriminatoires: une certaine indulgence envers les personnes ayant commis des «crimes d'honneurs» et un autre article qui autorise le juge à marier un violeur avec sa victime pour éviter la prison. Comme en Turquie, les crimes d'honneur qui en Syrie se chiffrent à plus de 300 par an, sont un phénomène rural avant tout. Si bien que le Grand Mufti Ahmad Hassoun condamne ces pratiques ancestrales, le gouvernement montre peu d'empressément à en supprimer les bases légales.

Quant à la **société civile**, on note la difficulté persistante par les ONG indépendantes d'obtenir leurs accréditations auprès des autorités. Cependant, quelques douzaines d'associations caritatives islamiques auraient reçu l'autorisation à opérer en Syrie. Distributeurs de soins et d'aides sociales en tous genres, ces associations diffusent également les doctrines islamistes et grossissent les rangs des candidats à la radicalisation.

Relations internationales

La Syrie se perçoit comme un acteur-clé et comme un élément incontournable dans la stabilisation du Proche-Orient. Ses alliances avec le Hamas (le chef influent du bureau politique du Hamas, Khaled Mechaal, réside à Damas), le Hezbollah et Téhéran la placent au cœur des grandes tensions de la région.

Les priorités syriennes semblent peu claires et le pays navigue entre la tentation de renouer le dialogue avec les États-Unis voire l'UE, des gestes de paix envers Israël, de la normalisation des relations avec le Liban, et celle de regagner de l'influence au Liban et de saboter le tribunal de caractère international chargé d'enquêter sur les meurtres politiques au Liban. Cette ambiguïté des discours renvoie au fait que le maintien du régime au pouvoir reste le principal déterminant de l'attitude syrienne en matière des relations internationales.

Actuellement, Bachar el-Assad connaît une réhabilitation insoupçonnée culminant dans sa participation au Sommet de lancement de l'Union pour la Méditerranée en juillet 2008 à Paris. Assad se voit également crédité, du reste en partie, de l'accord interlibanais de Doha, qui lui assure la bienveillance politique et économique de quelques pays du Golfe qui sont aujourd'hui les plus grands investisseurs en Syrie. L'annonce publique de négociations indirectes avec Israël contribue également à l'effritement de son isolement diplomatique, tout comme l'acceptation, par la Syrie, d'inspecteurs de l'AIEA pour enquêter sur les supposées installations nucléaires

détruites dans un raid aérien de l'armée israélienne le 6 septembre 2007. La mise à l'écart du patron des renseignements militaires, Assef Chawkat, aidera Damas à éviter les foudres du Tribunal international, qui sera bientôt chargé de juger les assassins d'Hariri. Pourtant, Bachar devra aller plus loin et s'assurer d'autres succès tels la signature de l'accord d'association avec l'UE, la levée des sanctions américaines et la réconciliation avec l'Arabie saoudite pour consolider cette réhabilitation.

Relations spéciales avec l'Iran

L'Iran est devenu le deuxième partenaire commercial de Damas, derrière l'Union européenne. Téhéran et Damas cherchent à signer un accord de libre-échange. Par centaines, des sociétés et des banques iraniennes implantent des filiales en Syrie. Les responsables syriens s'étonnent des critiques et soupçons que suscite cette relation, et soulignent que plusieurs pays européens entretiennent également de bonnes relations commerciales avec l'Iran, notamment l'Allemagne dont la valeur des exportations vers ce pays s'élève à plus de € 4 milliards.

Outre ces liens économiques et commerciaux, l'idéologie chiite des mollahs fait son entrée à travers les associations caritatives qui opèrent en Syrie et à travers l'intensification des échanges. En effet, Téhéran a accordé, en 2006, environ 3 000 bourses à des étudiants syriens, pour qu'ils puissent poursuivre leur cursus dans des universités et des académies militaires iraniennes. C'est quinze fois plus qu'en 2001.

Ceci étant, l'alliance avec l'Iran, souvent présentée comme un mariage de raison, ne présente pas que des avantages. La Syrie doit notamment se préserver du conflit entre sunnites et chiites qui, s'il l'emporte au Liban, risque de se propager et saper les bases laïques du régime syrien qui sous-tendent le pouvoir du clan alaouite d'Assad. Pour les mêmes raisons, un Iraq musulman dominé par les chiites n'est pas non plus dans l'intérêt de la Syrie. Devant ce calcul, Damas fait preuve de pragmatisme et se rapproche des forces sunnites modérés et modernistes tel l'AKP turc et s'ouvre vers une paix avec Israël.

Rapprochement avec la Turquie

La Syrie a signé un accord de libre-échange avec la Turquie marquant le réchauffement des relations bilatérales. Conçu comme une préparation à l'accord d'association avec l'UE, cet accord est censé rendre le futur choc de la compétition plus facile à absorber. Il permet également le renforcement constant du flux commercial entre les États de la sphère russe et la Syrie par la voie terrestre.

Autre indicateur de rapprochement, les bons offices de la Turquie dans la reprise récente des négociations de paix entre la Syrie et Israël.

Relations avec Israël

Les négociations de paix avec Israël avaient été interrompues en 2000. Des pourparlers secrets 2004 et 2006 ont permis de régler la quasi-totalité des questions dont le principal enjeu est la restitution à la Syrie du plateau du Golan occupé (40 000 habitants dont 18 000 Druzes, 2000 Alaouites et 20 000 Israéliens). Le Golan alimente en partie le lac de



Tibériade, fournisseur de 40% de l'eau potable d'Israël. La cheville-ouvrière d'un accord de paix pourrait être un projet innovateur qui vise à transformer le Golan en un «parc de paix» en préservant son infrastructure touristique au profit des populations des deux pays: Cependant, ce projet prometteur est toujours à la recherche de parrains politiques d'envergure et il est confronté à une large opposition parlementaire et publique en Israël, qui refuse de rendre le plateau du Golan à la Syrie.

La réalité des relations entre les deux pays reste marquée par une alternance de tensions et de détente. En septembre 2007, des attaques aériennes israéliennes ont visé un bâtiment soupçonné d'abriter un réacteur nucléaire secret. Dans un rapport publié en novembre 2008 sur l'incident, l'AIEA n'a pu déterminer si le site était lié à des activités nucléaires. Toutefois, depuis la guerre au Liban de 2006, les deux côtés avaient alterné gestes d'ouverture et signes d'endurcissement. La reprise de négociations directes est l'une des cartes que la Syrie serait prête à abattre dans le cadre d'un grand marchandage d'influence au Moyen-Orient, que Damas espère bien négocier avec la prochaine administration américaine.

Relations avec le Liban

Les dissonances politiques entre la Syrie et le Liban n'ont pas empêché le grand geste de solidarité syrienne pendant la guerre contre le Liban en été 2006. Alors que l'attention européenne s'était concentrée sur les réfugiés qui ont gagné Chypre, la Syrie a accueilli le plus grand nombre de réfugiés ouvrant domiciles privés, écoles et mosquées aux environ 30 000 de Libanais qui fuyaient les bombardements israéliens.

Avec le rôle constructif joué par Damas dans la conclusion de l'accord de Doha, la Syrie tire maintenant enfin les conséquences du faible intérêt que représente pour elle une déstabilisation majeure du Liban. Une normalisation des relations avec le Liban, notamment par l'établissement de relations diplomatiques a fait des progrès après la rencontre, le 13 juillet 2008 à Paris, des Présidents syrien et libanais en marge du sommet de lancement de l'Union pour la Méditerranée. Le président libanais récemment élu, Michel Sleimane, a rendu une visite historique à Damas à la mi-août. Une déclaration commune visant à mettre en place des relations diplomatiques officielles a été signée en octobre 2008, mais les ambassadeurs n'ont pas encore été nommés. Précurseur de ce mouvement à haut niveau, un rapprochement avait déjà eu lieu au niveau technique avec la reprise des réunions de la commission agricole syro-libanaise qui étaient suspendues depuis fin 2005.

Alors qu'elles connaissaient une amélioration, les relations libano-syriennes ont récemment essuyé un revers lorsque, le 27 septembre, une voiture piégée a explosé, tuant 17 personnes dans un quartier chiite de Damas lors de l'une des attaques les plus meurtrières en Syrie depuis les années 1980. Dans une déclaration diffusée par la télévision syrienne, le groupe sunnite «Fatah al-Islam» en a revendiqué la responsabilité. Le «Fatah al-Islam» est un groupe islamiste sunnite ancré en Palestine. Les responsables syriens rapprochent ce groupe de l'Arabie saoudite et du groupe libanais sunnite «Mouvement futur», qui fait partie du bloc du «14 mars», une coalition de partis libanais revendiquant davantage d'indépendance par rapport à la Syrie. Cette dernière a alors eu une bonne raison pour déployer quelque 13 000 troupes le long de la frontière nord et est du Liban, compte tenu de la présence dominante du Fatah al-Islam au Liban, où il a entamé une guerre avec les forces de sécurité libanaises autour de Tripoli en 2007.

Un rôle dans la stabilisation de l'Irak

La Syrie récuse toute solution militaire pour parvenir à une stabilisation de l'Irak et demande un calendrier de retrait progressif des forces américaines et internationales pour éviter un vide

sécuritaire. Si le discours officiel de Damas prône la réconciliation nationale et l'intégrité territoriale de son voisin, la Syrie a été accusée à maintes reprises de soutenir les mouvements djihadistes en Irak et d'essayer de tirer profit du chaos qui règne dans ce pays. Un rapport du Secrétaire-général de l'ONU du 24 octobre 2007 corrobore les affirmations selon lesquelles la Syrie facilite l'infiltration de terroristes et d'armes à travers son territoire. Le même rapport affirme que le Hezbollah "a reformé et accru sa capacité militaire" à un niveau aujourd'hui supérieur à ce qu'il était avant le conflit contre Israël à l'été 2006.

L'Irak a fait l'objet d'une première rencontre diplomatique syro-américaine en marge de la conférence sur l'Irak à Charm el-Cheikh le 3 mai 2007. Cette rencontre s'est contentée sur la sécurité des frontières afin d'empêcher les insurgés de commettre des attentats en Irak et n'a pas modifié la position officielle de l'administration américaine à l'égard de la Syrie.

La Syrie est devenue terre d'accueil d'environ 1.2 million de réfugiés Irakiens, en grande partie chrétiens, ont quitté leur pays depuis l'invasion américaine en 2003. L'afflux alourdit la charge socio-économique de la Syrie avec une population qui a augmenté de 7% et entraîne une inflation croissante. La Syrie est le seul pays de la région à autoriser un accès gratuit aux écoles publiques pour tous les enfants irakiens. Toutefois, les structures mises en place restent insuffisantes.

Relations avec les États-Unis

Il n'y a actuellement pas d'ambassadeur des États-Unis en Syrie (le dernier a été rappelé en février 2005), et ce pays fait l'objet de toute une série de sanctions américaines, à la fois contre le pays et un certain nombre d'individus importants. Barack Obama a exprimé son désir de s'engager auprès des pays en mauvais termes avec les États-Unis sous l'administration Bush, et la Syrie a en effet déjà répondu par des actions comme la mise en place de relations diplomatiques avec le Liban et la poursuite de négociations de paix indirectes avec Israël. Tout en travaillant à un rapprochement des deux pays, Obama et al-Assad devront tous deux mettre toute concession en balance avec les intérêts de leurs alliés respectifs dans la région, notamment l'Iran et le Hezbollah au Liban.

À la suite d'un raid d'hélicoptères à Al-Soukkariya, un village syrien situé à 8 km de la frontière irakienne, les relations bilatérales ont subi un revers. Des responsables américains ayant souhaité garder l'anonymat ont affirmé que la cible du raid était Abou Ghadiyah, le chef présumé d'un réseau proche d'Al-Qaïda soupçonné de contrebande d'armes et de fonds vers l'Irak. Ce raid a scandalisé Damas. Le gouvernement a répondu par la fermeture d'une école et d'un centre culturel américains, ainsi que par l'annulation d'une réunion proposée pour discuter de la sécurité à la frontière irakienne. Le porte-parole du gouvernement irakien, Ali al-Dabbagh, a justifié le raid en affirmant qu'il avait été lancé contre «des groupes terroristes opérant depuis la Syrie contre l'Irak». Les responsables irakiens ont longtemps soutenu qu'Al-Qaïda ne pouvait être actif en Syrie sans que les puissants services de renseignements syriens ne soient au courant. Les États-Unis ont longtemps accusé la Syrie de permettre à des insurgés de traverser la frontière entre la Syrie et l'Irak. Cependant, ce raid était inattendu car la Syrie s'est récemment montrée plus coopérative avec les États-Unis et l'ancien commandant des forces américaines en Irak, le général David Petraeus, avait félicité la Syrie l'année dernière pour l'amélioration de la sécurité à la frontière.

Relations avec l'Union européenne

L'Union européenne a suivi la politique d'isolement de la Syrie menée par les États-Unis depuis début 2005. Ainsi, **la signature de l'accord d'association** avec la Syrie paraphé en octobre 2004 a été **suspendue** au Conseil après l'assassinat de Rafiq Hariri. Lors d'une réunion avec Bachar al-Assad à Damas en octobre 2008, Javier Solana a formulé l'espoir que l'accord d'association puisse être signé en 2009.

La Syrie est le dernier pays du Partenariat euro-méditerranéen à ne pas avoir d'accord d'association avec l'UE qui prévoit la création d'une zone de libre-échange à l'horizon 2010. Pour l'UE, la conclusion de cet accord représente la pièce manquante dans son architecture des accords euro-méditerranéens. Du côté syrien, l'intérêt se décline selon les différentes forces en présence sur l'échiquier multiethnique et multiconfessionnel du pays. En effet, comme dans le passé, une politique de libéralisation économique permettrait au régime de lâcher du lest et de calmer les tensions sociales. Cependant, l'ouverture commerciale vers l'Europe est susceptible de bénéficier avant tout la bourgeoisie urbaine sunnite qui, en s'enrichissant, pourrait se constituer une clientèle au détriment du clan alaouite au pouvoir. Mais ce dernier connaît également des fissures internes, notamment entre les proches du Président Assad et le nationalisme syrien de la vieille garde alaouite, rurale et montagnarde, qui voit peu ses intérêts reflétés dans cet accord.

En l'absence d'un accord d'association, l'UE a maintenu une **coopération ciblée et concentrée sur des matières essentielles touchant le citoyen** (droits politiques, infrastructures, etc.) et approuvé le programme de réformes économiques proposé par le vice-premier ministre Abdallah Dardari en mai 2006 qui est en phase avec l'accord d'association. Dans cette veine, la coopération pourra se concentrer, dans un premier temps, sur les réformes économiques. Le nouvel instrument de voisinage permettra d'ouvrir à la Syrie la perspective de participer, à moyen terme, à la Politique de voisinage.

Tout en participant au Processus de Barcelone depuis 1995, la Syrie a accepté l'accord cadre MEDA seulement en 2000. Depuis, elle a reçu une enveloppe de 259 millions €, à laquelle se rajoutent des prêts de la BEI à hauteur de 580 millions €, faisant de l'UE le plus grand donateur du pays.

La France vient de relancer les contacts avec la Syrie et mène à son égard une politique d'ouverture depuis l'élection en mai du président libanais Michel Sleimane. Rééquilibrant la politique de son prédécesseur qui privait également l'Europe de toute possibilité de jeu, le Président Sarkozy s'ouvre ainsi une nouvelle marge de manœuvre politique qui pourrait également profiter à la diplomatie européenne, notamment sous la Présidence française au deuxième semestre 2008.

Relations avec le Parlement européen

La dernière rencontre interparlementaire Parlement européen/Syrie s'est tenue en septembre 2007 à Damas. Les députés ont notamment rencontré le Président Assad, le ministre des affaires étrangères Mouallem, le vice-PM Dardari, ainsi que le Président du Parlement Mahmoud Al Abrache et d'autres personnalités officielles. La question des réfugiés irakiens, l'Accord d'association Syrie-UE, les réformes politiques et économiques et le processus de paix au Moyen-Orient ont été évoqués.

L'intérêt du Parlement pour la Syrie se traduit par un suivi étroit de l'évolution de ce pays et l'adoption fréquente de résolutions. Le PE et son Président sont également intervenus à plusieurs reprises en faveur de la libération de parlementaires et de prisonniers politiques détenus en Syrie, notamment après la vague d'arrestations suite à la diffusion, le 12 mai 2006, d'une pétition appelant à une normalisation des relations entre le Liban et la Syrie ("Déclaration Beyrouth-Damas/Damas-Beyrouth").

Dans un article du 29 août 2006¹, deux semaines après la fin de la guerre, les députés BROK, HYBASKOVA et TANNOCK plaident pour une ouverture d'Israël vers des pourparlers avec la Syrie. L'UE est invitée à proposer des garanties de sécurité ainsi qu'un accord d'association renforcé à la Syrie en échange d'un engagement syrien visant à améliorer la situation des droits de l'homme et à empêcher le réarmement du Hezbollah et l'infiltration de militants islamistes par l'Irak.

Le **26 octobre 2006**, le PE a tenu une **séance consacrée à l'accord d'association**, approuvant un **rapport** d'étape, présenté par Véronique **DE KEYSER**. Ce rapport prône la relance du dialogue avec la Syrie et souligne le devoir de maintenir le processus d'approbation de l'accord d'association paraphé en octobre 2004. La résolution² adoptée se résume à un rappel détaillé de tout ce que la Syrie doit entreprendre pour devenir un partenaire acceptable. Le Parlement y demande aussi au Conseil « d'envisager des incitations et des allocations supplémentaires, allant au-delà de celles accordées au titre de l'accord d'association, afin d'encourager la Syrie à revoir sa politique étrangère actuelle et son alignement régional de manière à aider à promouvoir la paix, la stabilité et la prospérité régionales et, en particulier, la reconnaissance du droit à l'existence de l'État d'Israël, ainsi que son soutien aux progrès dans le processus de paix au Moyen-Orient ».

Le **24 mai 2007**, le PE a adopté une résolution sur la Syrie³ dans laquelle il s'est dit "préoccupé par les accusations retenues contre des militants des droits de l'homme" ainsi que par les restrictions qui leur sont imposées pour avoir exercé leurs droits démocratiques et s'être livré à des activités pacifiques. La résolution mentionne, entre autres, le cas de Kamel Labwani condamné à douze ans de prison pour avoir eu des contacts avec un pays étranger, en l'occurrence les États-Unis, «visant à l'inciter à attaquer la Syrie». Elle demande également à la Syrie d'œuvrer à l'amélioration des droits de l'homme et appuyer la mise en place du tribunal pénal pour le Liban.

Dans sa résolution du **12 juillet 2007** sur l'Irak⁴ le PE soulève la question des réfugiés irakiens, notamment en Syrie.

Dans sa résolution du **6 septembre 2007** sur le fonctionnement des dialogues et des consultations sur les droits de l'homme avec les pays tiers⁵, le PE "demande au Conseil que, dans l'attente de la signature d'un accord d'association, la possibilité soit envisagée d'établir un mécanisme de dialogue sur les droits de l'homme avec la Syrie".

¹ "The Guardian".

² P6_TA-PROV(2006)0459.

³ P6_TA-PROV(2007)0217.

⁴ P6_TA(2007)0357.

⁵ P6_TA(2007)0381.

La résolution du **25 octobre 2007** sur l'Iran¹ critique l'extradition de force, par la Syrie, de Rasool Ali Mezrea, membre de l'organisation de libération Al Ahwaz, malgré son statut de réfugié reconnu du HCR, qui risque d'être exécuté en Iran.

La résolution du **8 mai 2008** sur les Droits de l'homme dans le monde (2007)² "rappelle l'aggravation de la situation en Syrie où le régime refuse d'accorder un statut officiel aux groupes de défense des droits de l'homme et où ces derniers sont harcelés par les services de sécurité, et leurs membres, emprisonnés faute de statut juridique; condamne les arrestations de dissidents et de membres des partis d'opposition, et demande instamment au Conseil et à la Commission d'inviter le gouvernement syrien à libérer les journalistes, les militants des droits de l'homme et les avocats indépendants en détention, et à lever l'état d'urgence".

Dans sa résolution du **22 mai 2008** sur la situation au Liban³, le PE "invite la Syrie à s'abstenir de toute ingérence susceptible d'avoir une incidence négative sur les affaires intérieures du Liban et à jouer un rôle constructif pour parvenir à la stabilité du pays; appelle l'Iran et la Syrie à jouer un rôle constructif; invite toutes les parties concernées à respecter les résolutions 1559 (2004) et 1701 (2006) du Conseil de sécurité des Nations unies en ce qui concerne le respect de l'indépendance, de la souveraineté, de la sécurité et de la stabilité du Liban, en rappelant l'interdiction de vendre des armes aux milices armées".

Finalement, le PE s'est félicité "de la nouvelle selon laquelle la Syrie et Israël s'engagent, sous les auspices de la Turquie, dans des négociations indirectes de paix"⁴

Le président Pöttering s'est **rendu au Liban et en Syrie en août 2008**. En Syrie, il a rencontré Bachar al-Assad, ainsi qu'un certain nombre de hauts responsables et d'importants dirigeants religieux. Parmi les sujets abordés figuraient la situation des droits de l'homme en Syrie, l'amélioration des relations avec l'UE, le rôle de la Syrie dans le processus au Moyen-Orient et l'accord d'association. Même si la visite de M. Pöttering au président Assad a semblé consolider les relations de la Syrie avec l'UE, la **Syrie a boycotté deux événements relatifs à la coopération EuroMed**: elle a annulé sa participation à la session plénière extraordinaire de l'APEM (assemblée parlementaire euro-méditerranéenne, Jordanie, octobre 2008), ainsi qu'à la réunion «Euro-Med Scola» organisée à Strasbourg en novembre 2008 et qui rassemble des jeunes étudiants de l'Union pour les pays méditerranéens..

¹ P6_TA(2007)0488.

² P6_TA-PROV(2008)0193.

³ P6_TA-PROV(2008)0228.

⁴ Résolution du Parlement européen du 5 juin 2008 sur le prochain sommet UE/États-Unis, P6_TA-PROV(2008)0256

Annexe

Distribution des sièges au Parlement (élections législatives des 22 et 23 avril 2007)

Partis	Sièges
Front National Progressiste (total: 169 sièges), dont:	
Parti Arabe Baath Socialiste	134
Union Socialiste Arabe	8
Socialistes Unionistes	6
Parti Communiste de Syrie (faction Wissal Farha Bakdash)	5
Parti Socialiste Démocratique Unioniste	4
Mouvement Socialiste Arabe	3
Parti Communiste de Syrie (faction Yusuf Faisal)	3
Mouvement du Serment National	3
Parti Nationaliste Social Syrien	2
Parti Unioniste Démocratique Arabe	1
Candidats non-partisans	81
TOTAL	250